

CONFLUENCES INTERNATIONALES

LA SYRIE : LE DESSOUS DES CARTES

M. Majed NEHME

Directeur de la Revue « Afrique Asie »



L'Institut National d'Etudes de Stratégie Globale (INESG) est une institution de l'Etat algérien, placée auprès de la Présidence de la République.

Créé par Décret n°84.398 du 24 décembre 1984, l'INESG bénéficie du soutien de la plus haute institution de l'Etat algérien pour promouvoir ses activités. Il le fait avec une totale autonomie de réflexion en associant, de la façon la plus large possible, l'expertise algérienne.

INSTITUT NATIONAL D'ETUDES DE STRATEGIE GLOBALE

Route les Vergers, BP 137 Birkhadem - Alger
ISSN 1112 - 6035

TABLE DES MATIERES

Le début symbolique de la crise.....	05
Une guerre médiatique.....	06
Les responsabilités et les principaux acteurs.....	07
Les réformes peuvent attendre. Mais quelles réformes ?.....	10
Echec de la manière forte.....	15
Les enjeux inavoués du conflit.....	16
Récapitulatif du conflit syrien.....	16
Les raisons de la résiliation de l'Etat yrien.....	17
Débat.....	20
Appel à publication	31

Au sein de l'INESG, les débats sont de caractère scientifique et reposent sur le respect de la liberté académique de chacun. Dès lors, les idées exprimées n'engagent que leurs auteurs.

LA SYRIE : LE DESSOUS DES CARTES¹

M. Majed NEHME²



Le conflit syrien est un sujet d'actualité très brûlant, difficile à cerner par les temps qui courent. Il y a tellement de développements qui interviennent jour après jour que c'est l'incertitude totale. Je vais essayer tout de même d'être un peu pédagogue et d'expliquer l'origine du conflit. Pourquoi est-on arrivé à une telle situation ? Y a-t-il une sortie de crise, un quelconque espoir, une lumière au bout du tunnel ?

LE DEBUT SYMBOLIQUE DE LA CRISE

17 février 2011 : une petite altercation verbale à Damas entre un policier municipal et un automobiliste tourna à l'émeute dans le quartier central de Damas, El-Arifa, non loin du ministère de l'Intérieur. Outrés par les propos insultants du policier, les habitants du quartier, 3000 selon des sources concordantes, manifestèrent spontanément exigeant des excuses. L'incident est jugé suffisamment grave pour que le ministre de l'Intérieur se déplace en personne pour calmer les esprits et promettre des sanctions contre le policier. Un incident inédit qui signera le début symbolique de la crise, la plus grave dans l'histoire de la Syrie indépendante.

Un mois plus tard, un autre incident hautement plus grave opposa des lycéens dans la ville de *Deraa*, située à la frontière jordanienne, aux services de sécurité. Des cas de torture sont rapportés ici et là et relayés par des médias étrangers mettront le feu aux poudres. Sans être sûr de ce qui s'est passé réellement, le pouvoir a mis du temps à communiquer et à expliquer exactement l'événement. C'est le déclenchement ce jour-là d'une guerre civile en Syrie, doublée d'une guerre extérieure à la fois médiatique et armée contre la Syrie.

1 Conférence-débat présentée au siège de l'INESG, le 30 juillet 2015.

2 M. Majed Nehme a été pendant 15 ans rédacteur en chef de la revue « Afrique Asie ». Après la mort de M. Paul Balta, il en est devenu le directeur. M. Nehme est spécialiste du monde arabe et de l'Afrique.

Contre l'attente de ceux qui avaient planifié ou instrumentalisé les faits, et qui avaient parié sur une chute rapide du régime, la guerre entame aujourd'hui sa cinquième année avec un bilan effroyable de plus de 200 000 morts des deux côtés, autant du côté des forces armées de sécurité que des rebelles syriens ou étrangers ; sept millions de déplacés à l'intérieur de la Syrie et quatre millions de réfugiés à l'extérieur, notamment en Turquie, au Liban et en Jordanie. A ce bilan humain effroyable, il faudra ajouter les destructions massives des infrastructures urbaines et économiques. Bref, leur renvoi de la Syrie – avec les sanctions imposées par les pays occidentaux, les monarchies du Golfe et la Turquie – à l'Etat d'un pays failli, alors que c'était un pays autonome, un pays qui n'était pas endetté, un pays qui se portait plutôt bien.

Avant de tenter de répondre aux deux questions fondamentales, à savoir :

1. Pourquoi est-on arrivé là ? Ce qui implique forcément d'identifier les responsabilités et les acteurs ;
2. Comment en sortir ?

Il convient de rétablir – dans la mesure du possible – les faits historiquement, et ne pas prendre pour argent comptant les contre-vérités ou les clichés véhiculés dans les médias dominants.

UNE GUERRE MEDIATIQUE

Qu'on le veuille ou pas, cette double guerre : guerre civile en Syrie et guerre contre la Syrie est doublée d'une guerre de désinformation massive. On n'a jamais eu autant de désinformation dans cette guerre, sauf peut-être celle de l'Irak, de Libye et d'Algérie avec tous les slogans, tels que : « *Qui tue qui ?* », etc. Cela veut dire que quand il y a une crise intérieure, il y a toujours une guerre médiatique qui l'alimente.

L'un des premiers média-mensonges de cette guerre est « *la fable d'une révolution démocratique et pacifique* » qui aurait tourné à l'insurrection armée en raison du comportement ultraviolent des services de sécurité contre des manifestants désarmés et pacifiques. Une fable véhiculée au tout début de la crise, et qui continue malheureusement, mais qui n'a pas résisté aux faits.

Dès les premières semaines, des armes ont été utilisées et des massacres de masse ont été perpétrés par certains groupes qui se réclamaient de l'opposition. Le plus médiatisé fut celui du 6 juin 2011 : deux mois après le début de la confrontation, des groupes armés *Jisr al-Choghour* ont froidement massacré 84 policiers et jeté leurs corps mutilés dans le fleuve *El-Assi*; le second massacre moins médiatisé, car l'Etat n'a jamais voulu le communiquer pour ne pas démoraliser l'armée et la population, fut commis dans les faubourgs de *Deraa* – près de la frontière jordanienne – contre un convoi militaire auquel on avait tendu une embuscade. 60 soldats furent froidement achevés. Alors qu'à cette époque, l'armée n'était pas engagée dans la répression ou la guerre civile, elle se tenait à l'écart. A chaque fois qu'un tel massacre avait lieu, les médias de l'opposition qui, malgré la reconnaissance de la matérialité des faits, parlaient de mutineries ou de règlements de compte dans les rangs de la police ou de l'armée, insinuant que c'est l'armée qui tuait des militaires ou des policiers.

Si j'insiste sur ces deux faits, même si la liste dans ce domaine est hélas très longue, c'est pour souligner à quel point le conflit syrien est aussi une guerre de l'information ou de la désinformation que le pouvoir syrien a perdu dès les premiers jours, tant les moyens médiatiques jetés dans la balance étaient disproportionnés. Les chaînes satellitaires du Golfe, notamment *El-Jazzera* qatarie et *El-Arabia* saoudienne, tous comme les médias occidentaux – oubliant toute déontologie – se comportaient comme des auxiliaires des groupes armés qui avaient juré de faire tomber le régime. Le pouvoir syrien a mis du temps pour comprendre le véritable plan en gestation auquel il faisait.

LES RESPONSABILITES ET LES PRINCIPAUX ACTEURS

Après avoir tendu la main à l'opposition, dès les premiers jours – ce qu'on a tendance à l'oublier – le chef de l'Etat, Bachar el-Assad, a fini par admettre dans un discours prononcé le 26 juin 2011, juste après les massacres de *Jisr al-Choghour* et de *Deraa*, à l'occasion de l'investiture d'un nouveau gouvernement : « *Nous vivons une véritable situation de guerre. (...) Toutes nos politiques et tous les secteurs doivent être mis au service de la victoire* ». Il a mis beaucoup de temps à admettre que le pays était en guerre, car jusqu'ici le mot « *guerre* » était soigneusement évité. Le pouvoir a cherché à dédramatiser la gravité de la situation, se contentant de parler de « *bandes armées* », de « *terroristes* », de « *djihadistes d'El-Qaïda* » infiltrés dans le pays via le Liban, la Turquie, la Jordanie et passablement l'Irak ; pratiquement tous les pays limitrophes ont participé d'une manière ou d'une autre à cette guerre.

Selon des rapports émanant des agences de renseignement occidentales, il y aurait aujourd'hui entre 20 et 30 000 étrangers venant de 80 pays différents qui se font la guerre et qui combattent le gouvernement syrien. Cela nous rappelle l'Algérie, quand les émirs ou les groupes s'entretuaient. Quand on se présente comme détenteur de la vérité, on arrive à la pensée « *takfiri* », c'est-à-dire tous les autres sont des « *Kafirs* ». C'est le résultat logique dans tous les conflits de ce type.

Avant de jeter toutes ses forces dans le combat, le pouvoir syrien a longtemps hésité, estimant à tort qu'il était en mesure de venir à bout de cette rébellion armée à moindre frais. Il a d'abord surestimé la solidité du front intérieur, tout comme l'ampleur des engagements financiers et militaires des Occidentaux, de la Turquie, des pays du Golfe et de leurs supplétifs en faveur de la rébellion.

Il est important de revenir un peu à l'histoire, parce que ce qui se passe actuellement – ou qui a commencé – est en quelque sorte une revanche ratée du « *scénario de Hama* ». C'est un symbole dans l'histoire de la Syrie dont le Président syrien voulait à tout prix éviter la réédition. C'était la ville de Hama en 1982, que Hafez el-Assad – le père de l'actuel président – avait écrasée et mise à feu et à sang, après quatre années de guérilla islamiste menée par les Frères musulmans. Un ultime soulèvement armé sous la houlette d'*El-Taliaa El-Moukatila* (l'avant-garde combattante), branche armée des Frères musulmans syriens. Cette faction minoritaire et dissidente des Frères musulmans avait auparavant multiplié les attentats contre le régime : assassinats de personnalités scientifiques, académiques, universitaires, militaires et sécuritaires proches du régime; liquidation de près de 100 élèves de l'Académie militaire de *Haleb*, tués selon leur appartenance religieuse et confessionnelle à la communauté alaouite. C'est exactement le cas aujourd'hui, mais cela se passe à huis-clos, car – à l'époque – la révolution numérique n'avait pas encore commencé. La confrontation finale se solda par la destruction de plusieurs quartiers de la ville de *Hama* et le massacre de quelques centaines de ses habitants qui s'étaient solidarisés avec les rebelles armés. Il s'en est suivi une répression implacable qui n'a pas touché seulement la ville de *Hama*, mais tous ceux qui étaient soupçonnés d'appartenir à la confrérie des Frères musulmans furent pourchassés, emprisonnés, exécutés ou exhumés. Une loi d'exception fut par la suite promulguée condamnant à la peine capitale toutes personnes appartenant à cette confrérie.

Dans la foulée, le régime *baasiste* profitant de cette campagne d'éradication de l'organisation clandestine des Frères musulmans étendit – et là c'est une erreur majeure – la répression aux forces syndicales et démocratiques de gauche qui demandaient plus de liberté et une démocratisation politique, sociale et économique du régime. Elles ont fait les frais de cette insurrection avortée des Frères musulmans. Une chape de plomb s'abattit alors sur le pays, sans que cela gêne les pays occidentaux, les Etats-Unis et les monarchies du Golfe qui avaient, à cette époque, besoin de la Syrie pour pacifier le Liban, victime d'une interminable guerre civile, et pour mettre aux pas les organisations palestiniennes qui y avaient élu domicile.

A la mort de Hafez el-Assad en Juin 2000 et l'accession de son fils Bachar el-Assad à la présidence grâce au soutien – non pas comme il a été colporté – des officiers ou de la communauté alaouite, mais de l'ancien ministre de la Défense de l'époque Moustafa Tlass, un sunnite de Homs, dont le fils Manaf Tlass avait fait défection en 1992. Le régime poursuivra une libéralisation timide qui donnera naissance à un éphémère « *Printemps de Damas* » vite réprimé. Il s'est traduit par la libération de la parole et l'exaction de nombreux fora de débats à travers le pays, exigeant la fin de l'état d'urgence, le multipartisme et le retrait des troupes syriennes du Liban. Le système sécuritaire fut également dénoncé par de nombreuses associations des droits de l'homme. Ç'en était trop pour les caciques du régime, essentiellement les services de sécurité et le Parti Baas qui avait réussi à amener le jeune président, encore otage des différents centres de pouvoir hérités de son père, à clore ce chapitre printanier qui aura duré à peine six mois. D'après des écrits, ce sont certains services de sécurité qui avaient encouragé ces organisations des droits de l'homme à « *pousser le bouchon* » trop loin pour faire peur au régime, pour qu'il y ait une répression et que le « *Printemps syrien* » soit vraiment réprimé. D'ailleurs, beaucoup ont été induits en erreur, car c'était une sur-enchère inqualifiable.

En dépit du coup d'arrêt, de l'été 2001, du « *Printemps de Damas* », qui se solda par l'arrestation de nombreux animateurs de fora de la société civile. Force est de reconnaître qu'une nouvelle dynamique politique s'était déclenchée, instaurant une nouvelle atmosphère politique malgré la poursuite d'une répression qu'on pourrait qualifier de la sorte par comparaison à la phase antérieure sous le régime de Hafez el-Assad. La chape de plomb d'une époque a, en effet, vécu la libération d'un grand nombre de prisonniers politiques, le retour négocié et conditionnel de nombreux opposants exilés dont des anciens membres des Frères musulmans et des Baasistes irakiens s'est amplifié.

Mais ce retour n'était pas collectif ou massif, car il était soumis à l'accord préalable des services de sécurité qui procédaient au cas par cas, et la loi condamnant à la peine capitale toutes personnes appartenant aux Frères musulmans était toujours en vigueur, quoique non appliquée.

Instruit par l'expérience avortée du « *Printemps de Damas* », le régime choisit sans doute par prudence la voie chinoise vers la démocratie, c'est-à-dire « *la Perestroïka* » d'abord ; « *la Glasnost* » ensuite, pour ne pas commettre la même erreur qu'en Union soviétique, où on a voulu privilégier « *la Glasnost* », et finalement elle s'est effondrée. Plutôt qu'une ouverture politique rapide, le Parti Baas opta pour une modernisation technique de l'économie pour justifier le ralentissement des réformes politiques. Le régime invoqua également – non sans raison – les défis régionaux majeurs auxquels il fait face : poursuite de l'occupation israélienne d'une partie du territoire syrien (le plateau du Golan occupé depuis Juin 1967), l'impasse du processus de paix de la Palestine, la situation en Irak et – le dernier, mais non le moindre – le Liban, où la Syrie maintenait jusqu'en 2005 un contingent militaire de plusieurs milliers de personnes, car depuis l'échec de la dernière rencontre entre l'ancien Président Hafez el-Assad et le Président Bill Clinton, à Genève, en 2000, les Etats-Unis ont pratiquement abandonné leurs efforts pour faire aboutir à un règlement du conflit israélo-arabe entre Israéliens et Palestiniens, Israéliens et Syriens, Israéliens et Libanais. Abandonnant les protagonistes à leur sort, donc au bon vouloir des Israéliens.

LES REFORMES PEUVENT ATTENDRE. MAIS QUELLES REFORMES ?

Depuis l'an 2000, plusieurs événements régionaux sont venus bousculer et retarder les réformes sur le plan intérieur, en voici les principales :

2 mars 2000 : un Sommet de la dernière chance a lieu à Genève entre les Présidents Bill Clinton et Hafez el-Assad, tous deux en fin de règne. Bill Clinton arrive à la fin de son second mandat qui se terminera en Novembre 2000 ; Hafez el-Assad étant au chapitre de l'agonie. A l'ordre du jour de ce Sommet : la conclusion d'un accord de paix global entre la Syrie et Israël, sur la base de la paix et de la normalisation, en contrepartie du retrait des forces d'occupation syriennes aux frontières du 4 juin 1967. Un tel accord aurait ouvert la voie à un accord similaire avec le Liban et facilité la conclusion d'un accord de paix final avec les Palestiniens. Face au refus des Israéliens, soutenus par les Américains, de se retirer de la totalité du territoire syrien, la rencontre, mal préparée, se conclut au bout de seulement deux heures de palabre par un échec retentissant.

10 juin 2000 : Hafez el-Assad disparaît, emporté par la maladie, laissant à son fils et successeur ce lourd héritage. C'est dans ce contexte que le gouvernement d'Ehud Barak – pensant à tort – priver la Syrie d'une carte maitresse, à savoir celle de la résistance contre l'occupation israélienne au Sud Liban, décide de retirer unilatéralement ses forces du Liban, harcelées de plus en plus audacieusement par le Hezbollah soutenu à la fois par la Syrie et l'Iran. En fait, contre toute attente, c'est l'inverse qui s'est produit, le Hezbollah sort renforcé de cette débâcle israélienne. La Syrie également. Loin d'affaiblir l'emprise de la Syrie sur le Liban, elle la renforce considérablement. Désormais, le sort du Hezbollah, devenu un véritable Etat dans l'Etat du Liban et de la Syrie, est devenu indissociable. Le retrait israélien unilatéral mais incomplet, puisque Israël maintient jusqu'à aujourd'hui son occupation des hameaux de *Shebaa*, sous prétexte qu'ils appartenaient à la Syrie et non au Liban, ne règle donc rien et n'aboutit pas à la signature du traité de paix séparé avec le gouvernement libanais. Le Hezbollah et beaucoup d'autres partis continuent à dire que le Liban est partiellement toujours occupé par Israël, et il n'y aura pas de paix tant qu'il n'y a pas un accord sur le retrait total.

28 septembre 2000: déclenchement de la deuxième *Intifada* dans les territoires occupés, soutenue par la Syrie, dont le principal catalyseur a été l'intransigeance israélienne sur les fronts libanais et syrien et l'échec des négociations de *Camp David* et de *Taba* entre les Palestiniens et les Israéliens sous l'égide des Etats-Unis.

11 septembre 2001 : l'attentat du World Trade Center a été l'élément déclencheur de l'occupation de l'Irak par les Etats-Unis deux années plus tard, en 2003. L'administration américaine met le régime syrien sous pression, bien qu'il fût totalement engagé dans la lutte contre le terrorisme au côté des pays occidentaux et des pays arabes. La Syrie s'est opposée fermement à la guerre contre l'Irak en dépit du fait que les relations entre Damas et Bagdad étaient détestables à l'époque. Ainsi, juste après la chute de Bagdad, Colin Powell, le Secrétaire d'Etat américain se rend à Damas porteur d'un ultimatum exigeant du président syrien de ne pas aider la résistance à l'occupation américaine de l'Irak, (près d'un million et demi d'Irakiens se réfugient alors en Syrie qui est devenue une terre d'asile pour les réfugiés irakiens sunnites comme chiites), de chasser les organisations palestiniennes basées en Syrie, dont le Hamas était considéré comme une organisation terroriste, de rompre toute coopération stratégique avec le Hezbollah libanais et l'Iran, de retirer l'armée syrienne du Liban et de démanteler ses programmes d'armes chimiques et balistiques.

Bachar el-Assad rejeta en bloc toutes les closes de cet ultimatum. Une guerre totale, économique, clandestine, mais aussi politique pour renverser le régime syrien est alors engagée avec la complicité de la France et de l'Arabie saoudite.

11 novembre 2003 : début de la guerre économique. Le Congrès américain vote une résolution dite « *Syria Accountability Act* », qui signifie : « *Demander des comptes à la Syrie* », autorisant le président des Etats-Unis à dicter des sanctions contre Damas, qui ne tarderont pas à se concrétiser un an plus tard.

2 septembre 2004 : le Conseil de sécurité de l'ONU adopte à l'initiative conjointe de la France et des Etats-Unis par 9 voix sur 15 et 6 abstentions dont l'Algérie, la Russie, et la Chine la résolution 1559 qui appelle au respect de la souveraineté et de l'indépendance politique du Liban, au retrait de toutes les forces étrangères de son sol, au désarmement des milices, sous entendu le Hezbollah et à des élections présidentielles libres et équitables, (l'Algérie, le Brésil, la Chine, le Pakistan, les Philippines et la Russie s'étaient abstenus, estimant que cette résolution constituait une ingérence dans les affaires intérieures du Liban). Cette résolution visait en fait à empêcher le renouvellement du mandat présidentiel du Président Emile Lahoud, un allié sûr de Damas et du Hezbollah que la Syrie sentant la difficile période d'incertitude qui s'ouvrait devant elle dans la région, voulait à tout prix le voir reconduit.

Ces menaces n'ont pas dissuadé Bachar el-Assad de continuer à tenir tête aux Etats-Unis, à la France et à leurs alliés régionaux, en particulier l'Arabie saoudite. A l'époque, le Qatar qui était en conflit avec Riyad soutenait la Syrie du bout des lèvres. Donc, le soutien syrien au Hezbollah, au Hamas et l'alliance stratégique avec l'Iran se poursuivaient. Le Général Emile Lahoud est réélu pour un deuxième mandat présidentiel au prix d'un amendement constitutionnel malgré l'opposition initiale du Président du conseil des ministres de l'époque, Rafiq el-Hariri, qui se résignait à la fin d'accepter le fait accompli. Le contingent militaire et sécuritaire syrien au Liban est maintenu, quoique réduit considérablement de 40 000 hommes en 2004 à seulement 15 000 hommes cantonnés dans la plaine de la *Bekaa* dans les zones frontalières de la Syrie.

14 février 2005 : c'est dans ce cadre là qu'un événement majeur intervient, l'ancien président du Conseil libanais Rafiq el-Hariri est assassiné dans un attentat suicide à la camionnette piégée au cœur de Beyrouth. La Syrie et ses alliés sont immédiatement montrés du doigt. Face à l'indignation médiatique et politique

d'une partie des Libanais et dans le monde, la Syrie retire ses dernières troupes du Liban quelques semaines après cet assassinat. Les principaux piliers du régime libanais alliés à la Syrie sont pourchassés et arrêtés. Quatre généraux ont été déferés devant la justice, et blanchis quatre ans plus tard.

7 avril 2005 : le Conseil de sécurité des Nations unies vote dans la foulée la résolution 1500 créant une commission d'enquête sur l'assassinat de Rafiq el-Hariri. La Syrie s'incline sans rompre, allant même jusqu'à coopérer avec cette commission d'enquête qui n'a apporté jusqu'à aujourd'hui aucune preuve crédible sur l'implication de Damas et du Hezbollah dans cet assassinat qui n'a servi – en fin d'analyse – que ses adversaires, c'est-à-dire personne n'a posé la question : « *A qui a servi cet assassinat ?* » Toutes les accusations étaient dans un sens unique, c'est-à-dire la Syrie, le Hezbollah et l'Iran à tour de rôle. On n'a jamais accusé les factions islamistes, on n'a jamais montré du doigt Israël qui a intérêt à ce que les troupes syriennes se retirent du Liban, on n'a jamais accusé la France. On se rappelle à l'époque, où Jack Chirac disait : « *Le jour où les troupes syriennes se retireront du Liban, le lendemain, un coup d'Etat renversera Bachar el-Assad* ». Cette commission d'enquête n'a donc jamais regardé de ce côté-ci.

Juillet 2006 : c'est dans ce contexte défavorable au régime syrien, plus isolé que jamais, mais toujours combatif et récalcitrant face aux exigences des Etats-Unis englués dans le bourbier irakien qu'éclatât la guerre israélienne contre le Liban, elle se révéla très bénéfique pour le régime.

12 juillet 2006 : contre toute attente, le matin, un commando du Hezbollah libanais attaqua une patrouille israélienne à la frontière entre les deux pays, tuant huit soldats israéliens et enlevant deux autres. Cette action audacieuse faisait partie depuis 2000 de la stratégie du Hezbollah qui cherchait à capturer des prisonniers israéliens pour les utiliser comme monnaie d'échange, afin de libérer des milliers de prisonniers libanais, palestiniens et arabes. A cette époque, environ onze milles étaient détenus dans les geôles israéliennes dont certains depuis des décennies. Un autre objectif de cette opération, consistait à amener Israël à mettre fin à son occupation du hameau libanais *Sheba* dont il s'est emparé depuis 1976. Plusieurs opérations de ce genre avaient eu lieu dans le passé, sans que cela ne dégénère en guerre totale. Cette fois-ci, le commandement militaire israélien en a décidé autrement. Le gouvernement israélien d'Ehud Olmert encouragé par l'administration américaine voulait en découdre une fois pour toute avec le Hezbollah, allié de la Syrie et de l'Iran.

Leur calcul était le suivant : « *Liquider le Liban, il tomberait définitivement dans l'escarcelle de l'Occident et de ses alliés. La Syrie ne tarderait pas alors à tomber à son tour, suivie par l'Iran. Le grand Moyen-Orient cher aux néoconservateurs deviendrait ainsi une réalité* ». C'est ce qui explique la réaction israélienne disproportionnée à cette opération hardie du Hezbollah.

Contre toute attente, le Hezbollah libanais soutenu par la Syrie sort victorieux de cette mini-guerre, malgré les énormes dégâts infligés aux infrastructures libanaises. L'offensive israélienne durera 34 jours sans atteindre son objectif affiché : détruire le Hezbollah. Il coûtât la vie à 1200 Libanais majoritairement des civils contre 163 Israéliens dont 119 soldats. Pour les Israéliens, c'est une véritable débâcle stratégique. On n'a jamais eu un tel bilan dans toutes leurs guerres avec le monde arabe. L'armée israélienne désignée comme la plus puissante du Moyen-Orient ne parvint pas à vaincre la résistance libanaise composée de quelques milliers de miliciens. Mais c'est aussi une défaite politique majeure pour les Etats-Unis, la France et leurs supplétifs arabes : l'Arabie saoudite, la Jordanie et l'Egypte qui avaient condamné le Hezbollah plutôt que l'agression israélienne. Par contre la Syrie et l'Iran ont pavoisé à l'époque. Le Président syrien Bachar el-Assad jusqu'ici sur la défensive, n'a pas eu la victoire modeste dans un discours célébrant la victoire de la résistance. Il qualifia la « *Troïka arabe* », c'est-à-dire l'Arabie saoudite, la Jordanie et l'Egypte qui avaient juré sa perte, le roi d'Arabie saoudite, le roi de Jordanie et le Président égyptien de demi-portions « *Ashebah el Ridjal* » dans le discours qu'il avait prononcé à l'époque. La guerre entre l'axe pro-syrien et l'axe pro-saoudien est désormais totale, malgré une relative trêve. La déstabilisation de la Syrie est désormais programmée.

27 décembre 2008 : l'armée israélienne lança une opération d'envergure contre la Bande de Gaza contrôlée par le Hamas qui était alors soutenu par la Syrie et l'Iran. Mais cette guerre, malgré les dégâts humains subis par les Palestiniens ne parvint pas à mettre le Hamas à genoux.

18 janvier 2009 : la guerre se termine sans que l'armée israélienne, au moral atteint et à la réputation ternie, ne réalise ses objectifs. C'est donc pour elle une deuxième défaite. On l'aura compris à travers l'encerclement de la Syrie. C'est son alliance avec l'Iran, le Hezbollah et le Hamas qui était essentiellement visée. Ce n'est ni la démocratie ni les droits de l'homme ni les réformes politiques.

ECHEC DE LA MANIERE FORTE

La manière forte ayant échoué, les Etats-Unis et leurs alliés vont essayer d'utiliser « *la carotte* » : ce rôle d'aguichage pour casser l'alliance entre Damas et Téhéran reviendra à la France et à l'Union européenne, à la Turquie et au Qatar. En contrepartie de cette main tendue, il est désormais demandé à la Syrie dont le Président Bachar sera accueilli en grande pompe dans les capitales européennes après 2009, de s'insérer dans la mondialisation. Une option qui se révélât autrement plus productive pour les Occidentaux, c'est le bâton. Un partenariat économique et stratégique est également signé avec la Turquie. Il s'agissait d'une erreur stratégique fatale que les couches les plus vulnérables de la société syrienne, et notamment la paysannerie, payeront le prix fort : la libération économique, la levée des barrières douanières avec la Turquie, une longue et sévère sécheresse de quatre ans qui a suivi, transformera la paysannerie syrienne en sous-prolétariat amassée autour des principales villes. Or, ce sont ces couches qui seront la chair à canon de cette contestation.

Il faut reconnaître que le pouvoir syrien autiste ou berné par le mirage de la libéralisation économique sauvage a mis du temps à réaliser à quel point cette politique d'ouverture économique combinée à un blocage politique, ébranlait les fondements sociaux du régime et a éloigné de lui de larges couches qui n'acceptaient l'autoritarisme qu'en contrepartie du maintien d'une paix sociale fondée sur la satisfaction des besoins minimums : logement, pouvoir d'achat, système de santé, éducation ; d'autant que cette ouverture économique avait aggravé le fléau de la corruption. A cela, s'ajoute la gestion initiale de la crise par un appareil sécuritaire aussi autiste qu'arrogant qui n'a rien vu venir.

On l'a vu partout où le libéralisme présenté comme le remède magique et l'unique voie pour sortir du sous-développement et pour s'insérer dans la globalisation et la modernisation, partout où ce remède a été essayé, voire imposé par l'Occident, les résultats étaient calamiteux. C'est le cas notamment de la Tunisie. Ce qui a déclenché la contestation, c'est surtout les chômeurs. Ces derniers étaient le résultat de la modernisation et de l'insertion dans l'association avec l'Union européenne qui exigeait toujours beaucoup plus d'efficacité économique, donc plus de chômage. Il y avait 400 000 chômeurs. C'est le cas aussi de la Libye. On oublie qu'en 2003, en contrepartie de la levée des sanctions contre la Libye, elle a été insérée dans la globalisation. Elle a ouvert ses frontières, et démantelé ses barrières douanières. Au final, moins de 10 ans après, elle est tombée dans les escarcelles de l'Occident, militairement parlant, parce que le système social s'est ébranlé,

puis le mécontentement a suivi. Au bout de quatre ans et demi de rébellion et après de longues hésitations, le régime revient à une politique qui avait fait ses preuves dans le passé, fin du libéralisme sauvage parallèlement à l'engagement massive de toutes ses forces militaires et sécuritaires dans le combat contre le terrorisme. C'est en tout cas la lecture qu'on est en droit de faire de l'allocution télévisée de Bachar el-Assad aux ministres du nouveau gouvernement installé en 2011 : guerre totale contre la rébellion et ses soutiens extérieurs et guerre totale contre les lois libérales qui avaient poussé la paysannerie et le « *Lumpenproletariat* » dans la révolte contre les réformes substantielles. Elle n'interviendrait qu'une fois la paix rétablie, mais c'était un peu tard, car le mal était fait. Maintenant, l'Etat n'a plus les moyens comme avant d'acheter la paix sociale, il dépend actuellement économiquement du soutien de nombreux pays, tels l'Iran, la Chine, la Russie, etc.

LES ENJEUX INAVOUES DU CONFLIT

Ils sont essentiellement régionaux : casser l'alliance avec l'Iran, amener la Syrie à signer une paix au rabais avec Israël, détruire les fondements de l'Etat-nation pour livrer la Syrie aux forces wahhabites et islamistes radicales, ce qui signifie l'éclatement de la Syrie en plusieurs entités en guerre entre elles. Ce qui enracinerait la présence occidentale au Moyen-Orient pour les décennies à venir.

Un autre enjeu capital : les monarchies du Golfe fragilisées, elles aussi, par le vent de contestations qui souffle sur le monde arabe et par la transformation inattendue de l'Irak débarrassé du régime de Saddam Hussein en un protectorat iranien, cherchent à travers la chute du régime syrien anti-wahhabite et pro-russe à transformer la Syrie en base arrière pour reconquérir l'Irak et déstabiliser l'Iran. Donc, c'était la même logique qui est en place. Elles cherchent surtout à liquider le Hezbollah libanais. Ces objectifs non avoués n'ont pas été jusque là atteints, et ne le seront pas tant que le soutien sino-russe ne faiblit pas, et tant que l'axe sino-iranien, qui comprend le Hezbollah et l'Irak post-Saddam, ne se rend pas.

RECAPITULATIF DU CONFLIT SYRIEN

Le conflit syrien est une guerre programmée. C'est une libanisation fabriquée dont tous les ingrédients étaient réunis. L'Occident a perdu son pari jusqu'à maintenant, les monarchies du Golfe et la Turquie aussi, parce que tout le monde avait parié sur une chute rapide du régime – de trois à six mois – tous ces calculs, tous ces paris sont vains, car jusqu'à maintenant le régime tient.

Les raisons de la résiliation de l'Etat Syrien

1. *Les points faibles*: corruption, compromission avec l'argent des pays du Golfe, compromission avec les courants les plus ultralibéraux et la Turquie, déficience du système éducatif, aléas de la météo et du climat (quatre longues années de sécheresse), lenteur des réformes politiques.
2. *Les points forts* : des alliés de poids (l'Iran, le Hezbollah, la Chine, la Russie, etc.), des institutions toujours debout. La Syrie a donc profité du contre exemple libyen, égyptien et yéménite. La population syrienne a vu ce qui s'est passé là-bas, ce qu'on appelle le « *Printemps arabe* ». Ils n'ont pas adhéré à ce projet, malgré la campagne médiatique qui donne l'impression que c'est le contraire.

Aujourd'hui, tout le monde a compris qu'il n'y a pas de solution militaire au conflit syrien, que l'opposition syrienne politique, dite « modérée » n'existe pas, même quand elle existe, elle n'aura aucun poids. Ce qui domine la scène syrienne actuellement, ce sont deux groupes qui font la pluie et le beau-temps : *Jabhat El Nosra* (la filiale officielle d'El-Qaïda en Syrie) et Daesh qui est née en Irak et qui contrôle une bonne partie du territoire syrien. Donc, on est loin d'une opposition démocratique, pacifique et réformatrice qui veut changer le régime. Tous ces groupes, y compris ce qu'on appelle « *les groupes modérés* », sont plus ou moins des groupes intégristes qui changent de camp facilement, parce que, parfois, on retrouve les mêmes groupes qui étaient dans les rangs d'*El Nosra*, mais qui se sont ralliés à Daesh et réciproquement.

Tout le monde a compris que ce n'est pas facile de casser le régime syrien à cause du veto de la Russie et celui de la Chine, qui ont – pour la première fois depuis la chute de l'Union soviétique – utilisé le veto quatre fois de suite et en même temps au profit de la Syrie, non pas parce qu'ils sont amoureux du régime syrien, loin s'en faut, mais pour défendre leurs intérêts géopolitiques. Elles sont elles-mêmes impliquées dans des conflits : la Chine dans sa province orientale, où il y a des groupes intégristes ou terroristes aidés aussi par les mêmes mouvances Daesh et El-Qaïda; la Russie avec la guerre de Tchétchénie. Il y a de puissants groupes qui sévissent aux frontières de la Russie, qui sont aidés par les mêmes pays qui aident les groupes en Syrie. D'ailleurs, il y a beaucoup de combattants en Syrie qui viennent de ces régions. Il y a des Chinois, des combattants de l'Asie centrale, des Russes, des Européens, des Maghrébins (4000 Tunisiens, 3000 Marocains, le contingent algérien est le plus insignifiant 200 ou 300, dont la plupart sont venus de l'extérieur de l'Algérie).

Donc, la Syrie a pu éviter la chute en raison du précédent libyen, parce que la Russie et la Chine se sont senties flouées dans l'expérience libyenne. Elles s'étaient abstenues de mettre leurs vetos aux résolutions en 1970 / 1973 qui devaient protéger la population civile, mais pas pour renverser le régime. On sait comment ces résolutions ont été utilisées. Donc, cela a rallumé le début de la guerre froide. D'ailleurs ce n'est pas par hasard, que ce qui se passe en Ukraine actuellement, c'est un peu la vengeance américaine contre la Russie qui a soutenu la Syrie. Tout est lié. On assiste actuellement à la fin du monopole de l'unilatéralisme américain qui a sévi après la chute de l'Union soviétique. Il y a une nouvelle donne dans les relations internationales. Donc, la Syrie en a profité, et c'est ce qui a sauvé le régime syrien.

Actuellement, tout le monde est d'accord qu'il n'y aura pas une solution politique, qu'il faut négocier. Mais, jusqu'à maintenant les Occidentaux et les monarchies du Golfe ne veulent pas négocier. Par exemple, il y a « *Genève 1* » qui était prévu en Juin 2012. Mais les Français – il y a des documents qui l'attestent – avaient dit aux négociateurs de l'opposition syrienne : « *Ne négociez pas, parce que le régime va tomber !...* ». D'où l'échec des négociations. Un mois plus tard, on a eu l'assassinat de ce qu'on appelle « *le noyau sécuritaire du régime syrien* ». Les cinq plus importantes personnalités ont été assassinées : le ministre de la Défense, le général Daoud Rajha, le Chef des services de sécurité, le général Assef Chawkat, ... Il y a eu un assaut contre l'état-major syrien à Damas qui a été repoussé. Donc, tout le monde planifiait la chute militaire du régime. Mais cela n'a pas marché. L'Etat syrien continue à se maintenir.

Tout le monde a compris le risque qu'il y a si la Syrie est livrée à ces groupes. Ils ont essayé l'opposition dite « modérée ». Vous avez sans doute lu dans la presse, que les Américains n'ont pas trouvé plus que 60 combattants rebelles qui remplissent les critères d'un bon rebelle démocratique, et qui puissent combattre le régime syrien. Tous étaient soit des intégristes, soit ils ne croyaient ni aux réformes ni à la démocratie. Tout ce qu'ils cherchaient, c'est le règne de « *la Charia* ».

Lors d'une visite du ministre des Affaires étrangères syrien à Moscou, Poutine avait proposé une alliance entre la Turquie, la Syrie et l'Arabie saoudite pour juguler ce danger et ce risque terroriste. A mon avis, le problème va se poser pour la Turquie qui a beaucoup manigancé avec les terroristes. Maintenant, elle paye le prix, car la déstabilisation est en train de gagner la Turquie.

Il y a le danger kurde. Tout le monde a intérêt à ce que cela se termine, qu'il y ait un accord. Mais jusqu'à maintenant les Occidentaux cherchent à ce que cette transition se fasse sans Bachar el-Assad. Les Russes et les Chinois continuent à dire: « *C'est l'affaire des Syriens. S'il y a des élections démocratiques, c'est à eux de choisir leur leader* ». On est devant une grande négociation qui ne dit pas son nom, mais qui avance beaucoup.

* *
*

DEBAT

Premier intervenant

Certains médias expliquent la crise syrienne en termes de « *conflit confessionnel* », entre une frange minoritaire, la frange alaouite, alliée à une minorité chrétienne et à une minorité druze, contre une majorité de confession sunnite. En disant « *sunnite* », j'entends par là, qu'il n'y a pas uniquement le wahhabisme, mais également d'autres franges sunnites plus modérées et plus ouvertes. J'aimerais avoir votre point de vue sur ce que disent les médias sur ce conflit qui est éminemment confessionnel.

Est-ce qu'il ne pourrait pas y avoir une sortie honorable de cette crise par l'ouverture du pouvoir syrien à cette frange sunnite modérée, ouverte, pour éliminer et éviter ce cliché de confessionnalisme dans ce grand pays qui est la Syrie ?

M. Majed NEHME

Il y a beaucoup de clichés à propos de cette soi-disant division confessionnelle. Les Alaouites représentent environ 12% de la population. Il y a beaucoup d'Alaouites qui sont opposés au régime. Or, ce même régime est soutenu majoritairement par des Sunnites. L'armée est elle-même constituée majoritairement de Sunnites. Si c'était le contraire, Bachar el-Assad aurait perdu le pouvoir depuis fort longtemps. Je vous donne un petit indicateur : quand il y a eu l'attentat contre « la Cellule de crise sécuritaire » qui réunissait les plus hauts responsables de l'armée et de la sécurité : le ministre de la Défense, le Chef d'état-major, le ministre de l'Intérieur, etc., cinq sont morts et tous étaient sunnites. Il n'y avait pas un seul alaouite. Le chef des Services secrets et des Renseignements, Ali Mamlouk, était natif de Damas ; c'était un sunnite. Personnellement, je n'aime pas parler de « *sunnite/chiite* ». C'est contre mes principes. On est tous citoyens d'un même pays : la Syrie.

Parmi les 500 plus riches personnalités de la Syrie, il y a dix alaouites seulement ; la majorité est sunnite. La bourgeoisie sunnite est massivement derrière le régime. Celui qui a imposé Bachar el-Assad après la mort de Hafez el-Assad, c'est le ministre de la Défense, Moustafa Tlass, qui est sunnite. Il a dirigé l'armée de 1970 jusqu'à la mort de Hafez el-Assad. L'épouse de Bachar el-Assad est sunnite et native de Homs. C'est un discours véhiculé par les pays du Golfe ;

un discours wahhabite, parce que les Sunnites représentent en Syrie environ 70% de la population. Les Kurdes sont aussi sunnites. Même s'ils sont dans l'opposition, ils ne combattent pas le régime. Il y a par contre des chrétiens qui sont contre le régime, comme par exemple George Sabra qui était président du Conseil national de l'opposition (C.N.O). On trouve de tout dans tous les mouvements, sauf dans Daech et El Nosra où il n'y a que des sunnites wahhabites. C'est un conflit géopolitique, un conflit de choix.

Concernant le rôle de la Syrie sur l'échiquier régional : l'alliance de la Syrie avec l'Iran n'est pas due au fait qu'ils sont chiites. L'autre indice qui montre que ce n'est pas un conflit chiite : quand il y a des villes ou des villages qui sont conquis par Daech ou El Nosra, la plupart de la population qui est majoritairement sunnite, se replie vers les zones contrôlées par le pouvoir, et non par l'opposition. Il en est de même du Liban qui compte environ un million de réfugiés syriens. Lors des dernières élections, 200 000 voix ont voté pour Bachar el-Assad, alors que ce pays n'est plus sous domination syrienne.

Quelle est la fonction géopolitique de la Syrie ? A mon avis, cela va nous éviter de parler des vrais enjeux qui sont sociaux, économiques et géopolitiques. De tout temps, la Syrie était soutenue par l'Arabie saoudite, et quand la Syrie s'était opposée à la guerre Iran-Irak, elle était soutenue par les pays du Golfe. Quand le Koweït a été envahi par Saddam Hussein, la Syrie a envoyé des troupes au Koweït. A cette époque là, on ne faisait pas le distinguo « *sunnite/alaouite* ». La preuve est que des troupes syriennes commandées par un alaouite ont été dépêchées pour prêter main forte à l'Arabie saoudite.

Deuxième intervenant

Est-ce que l'accord signé récemment sur le nucléaire avec l'Iran peut avoir des incidences sur l'avenir de la Syrie, et peut-être permettre de sauver le régime du complot qui lui est tendu ?

M. Majed NEHME

L'accord sur le nucléaire avec l'Iran est un développement très important, parce que cela va donner à réfléchir à ceux qui avaient misé sur une guerre contre l'Iran. D'ailleurs, Obama l'a mieux compris que les autres, il a même pris le risque d'entrer en conflit ouvert avec Israël et l'Arabie saoudite sur ce sujet.

Donc, les prétentions initiales vont maintenant diminuer en intensité, surtout qu'il y a un ennemie commun à tous, y compris à l'Arabie saoudite : c'est le front Daech et El-Nosra qui considère le régime de l'Arabie saoudite comme étant un régime *kafir*.

La Turquie a beaucoup joué avec Daech et El-Nosra. La cohésion sociale et politique qui se manifeste au sein même de la Turquie, risque de recevoir un coup très dur. La Turquie, contrairement à ce qu'on pense, n'est pas un bloc homogène, elle est sujette au conflit entre les laïcs et les conservateurs islamistes. Elle a aussi des minorités comme les Alévis et les Kurdes. Elle a un parti qui s'appelle le « *Hezbollah* » qui est composé de Kurdes anti-PKK financés par les services turcs pour détruire le PKK. Ce sont des Sunnites dont beaucoup ont rejoint Daech. Donc, c'est vraiment compliqué. En parlant de l'Orient, Charles De Gaulle avait dit un jour : « ... *Il m'est arrivé de m'envoler vers l'Orient compliqué avec des idées simples. Or, des idées simples, vous en avez à profusion* ». En effet, c'est très compliqué d'avoir des idées simples dans un monde si complexe, car c'est une mosaïque. Je me rappelle un Père jésuite du début du XX^e siècle, qui avait dit un jour : « *La Syrie, c'est comme un collier, si on touche à un seul grain, tout s'effondre* ». On a essayé de casser ce collier, mais on n'a pas réussi, et cela pas seulement pour des raisons internes, mais aussi pour des raisons géopolitiques que j'ai déjà évoquées.

Troisième intervenant

Pensez-vous que l'Etat-national syrien sortira indemne de cette crise ?

M. Majed NEHME

Je suis de nature optimiste. Je connais très bien la Syrie même si j'ai vécu la majeure partie de ma vie en dehors de mon pays. Je pense que les Syriens ont un potentiel extraordinaire pour reconstruire leur pays, à condition qu'ils commencent par mettre un terme à la guerre, et ce n'est pas avec une opposition dite : « *extérieure* », qui n'a aucun poids sur le terrain. Même si demain Bachar el-Assad venait à dire : « *Venez ! Partageons le pouvoir. Le ministère de l'Intérieur, le ministère de la Défense, la direction des Services...sont à vous !...* ». Ils n'auront aucun poids face aux groupes terroristes qui sévissent, ils n'ont ni la force ni l'implantation nécessaire. Donc, le premier combat consiste à avoir une alliance régionale,

que les pays qui financent et qui arment les terroristes arrêtent de le faire, parce que c'est une guerre contre la Syrie. C'est vrai que c'est une crise interne. Il ne faut pas être sourd ou aveugle pour ne pas le voir. Il y a une crise interne réelle, mais ce n'est pas cela la chose la plus fondamentale, parce que dès les premières semaines de la crise, l'opposition a demandé la suppression du parti unique, ce qui a été fait ; l'instauration du multipartisme, aussi ; 300 000 Kurdes ont été naturalisés ; il y a eu des amnisties, etc. Nombre de mesures ont été donc prises, mais c'est trop tard. Bachar el-Assad a du sang sur les mains. Il faut qu'il parte ! C'est le discours sans cesse réitéré par tous sans exception : Barack Obama, David Cameron, etc., parce que tout le monde pensait qu'au bout de trois ou six mois tout allez s'arrêter. François Fillon, le Premier-ministre de Sarkozy, l'avait avoué. Il avait dit qu'au bout de six mois, il fallait s'arrêter ! On a compris que ça ne pouvait pas marcher. D'ailleurs, l'Ambassadeur français en poste à Damas avait écrit un rapport à la Présidence de la République française, disant : « *Attention le régime ne va pas tomber !* » Il a été « engueulé » et rappelé. A Paris, on lui avait signifié : « *Soit vous suivez nos instructions, soit vous êtes viré !* » C'était la même chose avec l'Ambassadeur français qui était en Libye. Il avait fait une intervention devant l'Assemblée nationale française disant que c'est trop risqué de faire la guerre en Libye. Il a été rappelé à l'ordre. Au final, il a retourné sa veste et changé complètement de discours. Donc, c'était une guerre idéologique. On pensait que le gouvernement syrien allait tomber comme la Tunisie, l'Egypte ... Mais ils se sont trompés sur la solidité du front intérieur, sur la solidité de l'armée syrienne, sur la solidité des supports régionaux de la Syrie et sur les vrais amis de la Syrie dont l'Algérie fait partie – même si elle est discrète – mais c'est ça la réalité. L'Algérie a toujours eu une position conforme aux principes du droit international. Elle connaît bien la Syrie et c'est pour cela qu'elle savait de quoi il s'agissait exactement. La Ligue arabe faisait partie de la compagnie anti-syrienne comme elle l'a déjà fait avec la Libye.

Quatrième intervenant

Quel est l'impact de l'environnement de la Syrie sur la possibilité de sortie de crise ? Autrement dit, quelles sont les contraintes existantes dans un environnement : Turquie, Qatar, etc. qui pourraient bloquer la sortie de crise ? Comme par exemple : l'Irak, dont l'une des solutions préconisées pour qu'il s'en sorte, c'est de trouver un terrain, un espace ou un « *Sunnistan* » qui s'étendra sur la Syrie, qui aidera pratiquement à regrouper toute la population sunnite d'Irak et de Syrie dans un même espace. Cela s'explique par la création de Daech, ...

Pour ce qui est du Qatar, sa volonté est de trouver une issue au cheminement de ses gazoducs à travers la Syrie.

Pour la Turquie, il y a un double problème : le premier est celui des Kurdes. Ce rejet pratiquement viscéral de la Turquie de la création d'un Etat kurde va s'allier à celui de l'Irak, de la Syrie et d'Iran ; chose qui bouleverserait pratiquement les équilibres internes. En outre, il y a une grande personnalité turque qui est enterrée près de la frontière syrienne et qui est très vénérée. Donc, ce sont là des éléments qui pourraient jouer un rôle déterminant. La Syrie ne peut pas trouver une solution qu'à travers ses voisins, ce qui complique le problème. Ajouter à cela l'Arabie saoudite qui est confrontée aussi au problème du wahhabisme. Est-ce que la solution du problème du conflit syrien ne se situe pas *in fine* en dehors de ce pays ?

Une autre question concerne la position des pays étrangers vis-à-vis de la Syrie en termes diplomatique. On peut comprendre que l'Iran, le Liban, l'Irak et le Soudan ont plus ou moins soutenu dans les fora internationaux ou dans la Ligue arabe la Syrie. Il y a aussi l'Algérie qui a pratiquement fait exception dans le Maghreb. Comment est appréciée la position de l'Algérie en Syrie ?

M. Majed NEHME

Entre la Syrie et l'Algérie, c'est une longue histoire d'amitié, les relations sont très solides. Le peuple syrien a soutenu dès le début la Révolution algérienne. Il y a des Algériens qui sont installés en Syrie depuis l'époque de l'Emir Abdelkader. Quand il y avait un danger de guerre civile en Syrie, c'était l'Emir Abdelkader qui protégeait les minorités. Il est donc considéré comme une personnalité hautement symbolique qui fait partie de l'histoire syrienne.

L'Algérie et la Syrie faisaient partie du front « *El Soumoud* » à l'époque de la guerre contre Israël. Donc, l'Algérie est considérée actuellement comme un pilier de la résistance dans le monde arabe contre ces plans de déstabilisation. On a vu sa position lors des débats de la Ligue arabe. Elle s'est opposée avec virulence contre la prétention de la Ligue arabe d'expulser la Syrie de ses rangs, bien qu'elle soit un membre fondateur. On comprend la discrétion de l'Algérie, mais elle n'a pas pour autant rompu ses relations avec la Syrie. Elle accueille beaucoup de réfugiés syriens. C'est la doctrine algérienne géopolitique qui est pour le respect des droits de l'homme et pour la non-ingérence dans les affaires des autres pays.

Pour ce qui concerne les autres pays : vous avez dit que la solution ne dépend pas des Syriens. Hélas, elle ne dépend pas d'eux seulement tant que le robinet des armes et de l'argent coule toujours. Il y aura beaucoup de dégâts. Du moment qu'on a compris que les jours du régime ne sont pas comptés, même si parfois, il accuse des défaites ou des reculs, mais plus personne ne parie sur la chute du régime. Le Liban qui était l'un des premiers pays à introduire des armes et des djihadistes vers la frontière syrienne. Maintenant, toute la frontière syrienne est hermétiquement fermée. Du Nord de la Méditerranée, le Quseir, le Qalamoun, il ne reste que le réduit El-Zabadani qui finira par tomber d'un jour à l'autre.

Pour ce qui est du Liban : c'est une frontière qui est déjà fermée.

Pour ce qui concerne la Turquie : la balle est maintenant dans le camp turc, c'est-à-dire le poison qui a été injecté en Syrie se retourne contre ceux qui l'avaient préparé. En ce moment, c'est la guerre contre les Kurdes, ce qui signifie la fin de la paix civile. Le PKK a repris les armes, et c'est les Kurdes de Syrie qui sont affiliés aux PKK, le Partiya Yekîtiya Demokrat (PYD) (Parti de l'Union démocratique) qui sont des groupes marxistes de gauche, qui ne demandent pas la cessation, mais seulement la décentralisation. Ils combattent avec le régime, mais séparément. C'est le cauchemar d'Erdogan et de l'AKP.

Il y a des divisions au sein même du régime turc. On l'a vu lors de la fête du mois de Ramadan, l'ancien président Abdullah Gul avait critiqué la politique turque vis-à-vis de la Syrie dans la région et du Maghreb devant Erdogan. Il l'a accusé de lâche, de défaitiste etc. C'est du domaine public, ce n'est pas des rumeurs, c'est-à-dire tout a été enregistré, publié et diffusé par les médias turcs. Cerise sur le gâteau – dans les dernières élections législatives, Erdogan a perdu la partie. Il n'a plus une majorité suffisante pour modifier la Constitution. Quelle est sa solution maintenant ? Il a dit qu'il attaquera Daech, mais en même temps, il attaque Daech et le PKK. Il envisage d'interdire le parti kurde qui a raflé 82 sièges au Parlement pour pouvoir dissoudre cette Assemblée, parce qu'il n'a pas une majorité ou un gouvernement gouvernable. Donc, il y aura une dissolution de cette Assemblée, et puis de nouvelles élections. Je ne suis pas sûr qu'Erdogan gagnera, étant donné les divisions au sein de la Turquie, parce qu'on le veuille ou pas la guerre contre la Syrie est mal accueillie au sein de l'opinion. Il n'y a qu'une partie des islamistes qui sont alliés aux Frères musulmans syriens. D'ailleurs, actuellement la confrérie a élu son siège en Turquie.

Donc, la Turquie a d'autres préoccupations. Même si elle crée une zone de sécurité en Syrie, c'est trop risqué et trop coûteux, à moins qu'elle ne trouve quelqu'un à qui confier cette tâche. Le problème, c'est qu'il n'y en a pas ! Toutes les factions, qui guerroient à la frontière syrienne, sont soit kurdes, soit des troupes régulières syriennes, soit des islamistes purs et durs (Daech et El Qaïda). A mon avis, tôt ou tard, ils changeront de politique, d'où la phrase sublime de Poutine : « *Il faut créer une alliance entre la Turquie, la Syrie, l'Arabie saoudite contre le terrorisme* ». C'est dans ce cadre que la visite de l'Amir Mohamed Ben-Salman – le propre fils de l'actuel roi – a été organisée en Russie pour justement discuter cette possibilité. Poutine a déclaré devant le ministre des Affaires étrangères à Moscou : « *Il faut un miracle pour qu'une telle solution soit réalisée* ». Peut-être qu'il y aura un miracle. Que sais-je ?

La situation en Irak est le résultat direct de ce qui s'est passé en Syrie. C'est parce qu'à l'époque l'Irak soutenait la Syrie, elle a envoyé des milices combattre aux côtés du Hezbollah contre les groupes terroristes ou les groupes intégristes. Il a dû les rapatrier pour faire partie de El-Hached Achaebi et récupérer d'autres parties. Mais que ce soit pour l'Irak ou la Syrie, je ne vois pas une sortie de crise sans une réconciliation nationale.

Quant à la Jordanie : c'est une base américaine. La Jordanie ne fait rien sans le feu-vert des Etats-Unis. La dernière bataille pour soi-disant libérer Daraa, la capitale du Sud, était un échec total pour cette rébellion, parce que les Etats-Unis ont refusé à la dernière minute de leur porter secours.

A mon avis, on est dans une période incertaine, mais j'espère que le bon sens l'emportera, et ceux qui financent cette rébellion, cessent de le faire, parce que, autrement, cette guerre est appelée à durer pour au moins dix ans encore.

Cinquième intervenant

En Syrie, il y a d'innombrables groupes extrémistes sunnites dont l'objectif commun est la création d'un Etat islamique. Qui combat contre qui ? Actuellement tous les regards sont braqués sur l'Etat islamique Daech, mais la situation paraît beaucoup plus complexe qu'elle en a l'air. Quels sont les groupes qui se combattent réellement en Syrie ? Comment se différencient-ils ? Quelle est la force de frappe des trois groupes : Daech, El-Nosra et le Front islamique ?

Par qui sont-ils soutenus ? Daech et El-Nosra disposent d'énormes ressources financières, d'où les détiennent-elles ? Il faut souligner que leurs éléments ne sont pas tous djihadistes, mais de simples mercenaires en quête de soldes alléchantes, donc c'est celui qui a le plus d'argent qui sera le maître incontestable du terrain.

Pendant longtemps l'*Armée syrienne libre* était considérée comme la force d'opposition la plus importante en Syrie. Qu'en est-il advenu ? Est-ce que les pays occidentaux ont fait le bon choix en voulant renverser le régime d'El Assad ? Leurs hésitations à vouloir armer les rebelles n'ont-elles pas contribué à l'avancée significative de l'Etat islamique dans le territoire syrien ? La Syrie n'était-elle pas le meilleur allié d'Israël, si je paraphrase M. Jean François Daguzan, qui l'avait affirmé dans une conférence organisée dans cette même salle ? Et enfin, une intervention d'Ankara dans le Nord de la Syrie est-elle possible même sans mandat des Nations unies ?

M. Majed NEHME

Les groupes armés en Syrie

Actuellement, il y a deux groupes qui sortent du lot, qui sont les plus puissants : Daech et El-Nosra, puis il y a une multitude de groupes qui ont à peu près la même idéologie, y compris les modérés. Par exemple, récemment les États-Unis ont envoyé l'Armée libyenne libre pour s'entraîner en Turquie, à peine rentrés, ils ont été neutralisés et faits prisonniers par Daech et El-Nosra. Donc, les deux principaux groupes sont Daech et El-Nosra. Au Sud, il y a l'Armée syrienne libre, Ahrar El Sham... Mais il y a des alliances qui se créent et se défont au gré des rapports de force. Parfois, vous trouvez des gens qui combattent dans les rangs de l'Armée syrienne libre, mais le lendemain, vous les trouverez au sein d'El-Nosra, voire même dans les rangs de Daech.

Le financement

El-Nosra était financée jusqu'à maintenant par les pays du Golfe, peut être pas directement mais par les ONG du Golfe. Maintenant, on sait qui finance qui ?

Pour ce qui concerne Daech : les combattants de cette organisation vendaient du pétrole à la Turquie, ils contrôlent un immense territoire qui se trouve à cheval entre l'Irak et la Syrie. Ils extorquent de l'argent à la population, vendent des antiquités. Bref, ils arrivent à amasser des sommes conséquentes.

Mais le flux le plus important, la voie royale venait surtout de la Turquie. Le Liban est en train de fermer et de contrôler ses frontières ; la Jordanie contrôle aussi ses frontières, mais quand ils veulent aider, ils aident, ils ouvrent. Israël aide aussi le Front El-Nosra. Ils soignent les militaires et les blessés. Mais, ils ont dû arrêter cette aide, car, dernièrement, des Druzes qui se trouvent sur le plateau du Golan, c'est des nationalistes et pro-syriens, malgré qu'ils soient sous l'occupation, ont lynché un convoi et tués deux blessés d'El-Nosra. Ce qui a fait un grand scandale en Israël, car c'était un flagrant délit d'aide à El Qaïda, alors que les Israéliens prétendent combattre le terrorisme quel qu'il soit, le Hezbollah et autres. Donc, tout le monde comprend qu'ils sont allés trop loin dans l'aide à ces groupes. Ils n'ont pas tiré les leçons de ce qui s'est passé en Afghanistan ni en Libye. Maintenant, plus personne ne veut d'une réédition du scénario libyen ou yéménite. Donc comment s'en sortir ? Les Occidentaux continuent à vouloir à tout prix la tête de Bachar el Assad. Les Russes et les Chinois disent : « *Non ! Ce n'est pas votre affaire, mais celle du peuple syrien !* ». D'ailleurs, supposons que Bachar El Assad démissionne, qui garantit que les Occidentaux n'achèveront pas le régime ? Car qu'on le veuille ou pas, le Président syrien, c'est le dénominateur commun de toutes les forces présentes au sein du régime. Quand la paix va revenir et qu'il y aura des élections, je ne pense pas que Bachar El Assad se représentera après tout ce bain de sang.

Il est important, à mon sens, de préserver l'Etat syrien avec ses institutions et à sa tête Bachar El Assad. C'est le moindre mal. Les Américains l'ont compris. Si vous suivez leurs déclarations, ils disent : « *Notre dessein n'est pas de renverser le régime, ni de casser les institutions militaires et sécuritaires, tout ce qu'on veut, c'est que Bachar El Assad parte !* ». Alors qu'avant ils disaient qu'il faut que le régime soit démantelé avec tous ses symboles et tous ceux qui sont de près ou de loin affiliés à ce régime. Maintenant on n'entend plus ça ! On entend même des propos très durs vis-à-vis de l'opposition, à commencer par Hilary Clinton qui avait dit que la plupart des opposants à l'étranger sont coupés des réalités syriennes. La plupart sont des fermiers ou des médecins qui ont vécu en Occident, et qui ne connaissent rien de la Syrie.

On se retrouve face à des intégristes, à des groupes terroristes. C'est le seul mot qui leur convient. Je ne dirais pas Sunnites, parce qu'ils n'ont rien à voir avec l'Islam ni avec le Sunnisme, car la majorité des Sunnites ne sont pas avec eux, ce sont leurs victimes.

Sixième intervenant

Je voudrais juste que vous nous parliez des perspectives de paix, particulièrement des tentatives ou des actions de réconciliation nationale et de négociations avec l'opposition qui n'est pas intégriste, qui est pacifique et disponible à la négociation.

M. Majed NEHME

J'ai été en Syrie après 32 ans d'absence, parce que j'ai été banni par le régime. J'étais à l'origine opposant au régime. Mais dès les premières semaines, il y a eu une amnistie, et j'ai pu entrer en Syrie et ressortir sans être inquiété. C'était en 2011, j'ai vu beaucoup d'opposants. Il n'y avait ni El-Nosra ni Daech. J'ai écrit un article dans la revue « Afrique-Asie », où j'ai dit qu'il y avait quatre groupes en Syrie. Au sein de l'opposition, il y a les ultras qui veulent à tout prix renverser le régime. Ce sont des gens qui sont coupés complètement des réalités, et il y a une opposition qui ne veut que des réformes. Au sein du régime, il y a une tendance majoritaire qui était pour les réformes et pour le dialogue, comme il y a aussi des ultras au sein du régime qui rejoignent les ultras au sein de l'opposition, donc les deux font de la surenchère. Bachar El Assad a fait beaucoup de réformes, il a invité toutes les tendances au dialogue. Mais, à cette époque personne n'en voulait. L'opposition était enivrée par le modèle tunisien et libyen, en se disant : *« C'est trop facile ! C'est à notre portée. La Syrie est un gros morceau. D'abord, on élimine l'influence russe et chinoise de la Syrie, on élimine l'influence iranienne, et on chasse les organisations palestiniennes »*. Il y avait des opposants syriens qui avaient dit ouvertement, comme Burhane Ghalioun – qui était un ami avec lequel j'ai rompu complètement les relations – il disait : *« Dès qu'on sera au pouvoir, on va rompre tous nos liens avec le Hezbollah, Hamas et consort, et on va normaliser nos relations avec Israël »*. C'était terrifiant !

Supposant que Bachar El-Assad fasse des concessions et dise : *« Venez, prenez ou on partage le pouvoir ! On vous donne les Services de sécurité et une bonne partie du commandement de l'armée etc. »*. Ils n'ont pas de troupes pour faire face au terrorisme. La guerre est ailleurs. Mais je continue à dire qu'il faut un nouveau contrat social. Le régime syrien n'est plus le même. Il ne pourra plus rester le même. C'est du rêve. C'est impossible. Il a changé. Le pouvoir appartient aux forces qui défendent le peuple syrien sur le terrain. Il n'y a pas que l'armée, il y a des milices de défense patriotique qui protègent leurs villages, leurs villes et leurs quartiers, parce qu'ils savent que si Daech ou El-Nosra investissent ces quartiers, ils seront massacrés. Donc c'est une solution régionale et internationale.

Je pense que l'accord sur le nucléaire avec l'Iran est un atout pour le régime syrien, mais aussi pour la Russie avec ce qui se passe en Ukraine, car la Russie a montré qu'elle était prête à rallumer la guerre froide pour défendre ses intérêts. Ses intérêts géopolitiques en Syrie sont importants. Ils ne sont pas seulement militaires, mais c'est pour défendre son arrière pays contre les groupes terroristes qui sévissent en Russie et en Asie centrale. C'est le cas aussi pour la Chine qui est, elle, confrontée à une guerre qui est oubliée, c'est celle des Ouïgours. C'est une guerre qui est financée par Daech, El-Nosra et la Turquie. Donc, ce n'est pas un soutien philanthropique, il y a des intérêts géopolitiques, il y a un front commun.

* *

*

APPEL A PUBLICATION

L'Institut National d'Etudes de Stratégie Globale (INESG) porte à la connaissance des chercheurs universitaires, experts et spécialistes de la création d'une revue intitulée « *Revue algérienne de prospective & d'études stratégiques* ».

Elle a pour but de servir de forum pour des analyses critiques et des réflexions portant sur les plans national, régional et international.

C'est une revue trimestrielle, qui porte sur des domaines perçus à travers nos réalités nationales et ses enjeux :

- ☐ géopolitiques ;
- ☐ géostratégie de la zone «Middle East North Africa» ;
- ☐ les relations internationales, de sécurité et de défense ;
- ☐ les stratégies de développement économique et social ;
- ☐ l'énergie, l'agriculture et l'environnement ;
- ☐ l'évolution des institutions politiques et la transformation des systèmes institutionnels ;
- ☐ le développement culturel et éducatif ;
- ☐ la communication ;
- ☐ le développement technologique.

Tous les chercheurs intéressés par l'une des thématiques citées ci-dessus sont invités à proposer leurs contributions sous forme d'articles en tenant compte des conditions suivantes :

- ☐ les contributions devront être originales, et n'avoir fait l'objet d'aucune autre publication ;
- ☐ l'article comporte entre 6000 et 9000 mots, soit entre 9 et 14 pages;
- ☐ la page de garde comporte le titre de l'article et sous-titre si nécessaire, le (s) nom (s) de (ou des) l'auteur(s), ses (leurs) fonctions et ses (leurs) coordonnées (adresses postales personnelles et professionnelles, téléphone, adresse électronique) ;
- ☐ la deuxième page comporte le résumé et les mots-clés (franç. et angl.);
- ☐ les articles en arabe devront comporter des résumés et des mots-clés (arabe et français ou anglais) ;
- ☐ les articles en arabe devront comporter des résumés et des mots-clés (arabe et français ou anglais) ;

- ❑ les textes écrits au format Word en lettres latines, le corps du texte doit être saisi au format A4, (21 x 29,7cm) paginé, justifié, police de caractère Times New Roman 11, en interligne simple, sans espacement, marge 2,5 cm (haut, bas, droite, gauche) ;
- ❑ les textes écrits en arabe devront être rédigés en arabe simplifié 14, les notes doivent figurer en bas de chaque page dans l'ordre 1, 2, 3, etc., (leur numérotation doit être continue pour l'ensemble du texte) avec un caractère Times New Roman 9 pour les textes écrits en latin et arabe simplifié 12 pour les textes écrits en arabe ;
- ❑ les schémas, graphiques et tableaux doivent être numérotés, comportés un titre et la référence à une source si nécessaire, et intégrés dans le texte les références bibliographiques à la suite du texte, classées par ordre alphabétique. Elles doivent être présentées suivant la norme ISO 690-2010. les citations des noms d'auteur dans le corps du texte sans parenthèses,
- ❑ les noms cités doivent tous être repris dans la bibliographie.

Tous les articles devront parvenir sous format Word
au Secrétariat de la Revue

Secrétariat de la « **Revue algérienne de Prospective &
d'études stratégiques** ».

M. Mohamed Belhadj

E-mail : rapes.inesg@gmail.com

Institut National d'Etudes de Stratégie Globale (INESG)

BP 137, les Vergers Birkhadem. Alger

Tél. : 021 54 07 07

Fax : 021 54 01 39